Comité national de l'eau

Réunion plénière

6 MARS 2025

Procès-verbal

ORDRE DU JOUR

I.	Approbation des comptes rendus des réunions du 19 décembre 2024 et du 8 janvier 2025	4
II.	Actualités	5
III.	Expérimentation de certificats de biodiversité zones humides	12
IV.	Consultation du CNE sur la synthèse des questions importantes dans chaque bassin dans le cadre de l'état des lieux de la DCE (<i>conformément à l'article R. 212-6 du code de l'environnement</i>)	17
V.	Avis relatif à l'arrêté encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 12 ^e programme d'intervention des agences de l'eau (<i>conformément à l'article L. 213-9-1 du code de l'environnement</i>)	18
VI.	Présentation par France Stratégie des résultats intermédiaires de la confrontation ressource-demande	23
VII.	Présentation du rapport d'inspection sur les risques liés à la présence de pesticides et de leurs métabolites dans l'eau destinée à la consommation humaine.....	24

La réunion est ouverte à 9 heures 35, sous la présidence de M. Jean LAUNAY.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Mesdames et Messieurs les membres du Comité national de l'eau, je vous souhaite la bienvenue à cette réunion, que vous soyez présents ici au 32^{ème} étage de la tour Séquoia ou en visioconférence. Avant de commencer, j'ai une nouvelle tragique à vous annoncer. Laurent ROY, ancien directeur de l'eau et de la biodiversité, ancien directeur de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, qui devait participer cet après-midi à la présentation du rapport sur les eaux destinées à la consommation humaine et qui était présent lors de notre dernier CNE en début d'année, est décédé. En cet instant, je pense à cette phrase de Jean JAURÈS : « Le courage, c'est d'aimer la vie et de regarder la mort d'un regard tranquille. » J'espère avec vous que Laurent aura eu la force de la regarder d'un regard tranquille. Je vous demande de vous lever, même si vous êtes chez vous, et d'observer une minute de silence en sa mémoire.

Une minute de silence est respectée.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Je vous remercie.

Nous tâcherons avec la DEB, en coordination avec les agences de l'eau, d'informer les membres du CNE afin que chacun puisse, selon sa proximité avec Laurent, transmettre les messages appropriés à ses proches.

Notre prochaine séance du 3 avril sera consacrée, entre autres, au suivi du plan Eau à deux ans, ce qui ne m'empêche pas de m'interroger dès aujourd'hui sur la cohérence des politiques publiques.

Premièrement, concernant la sobriété, le plan Eau présenté par le Président de la République le 30 mars 2023 à Savines-le-Lac fixait un objectif de réduction de 10 % de la consommation d'eau pour tous à l'horizon 2030. Cependant, j'ai assisté mardi dernier au Salon de l'agriculture à la signature d'un accord entre la ministre de l'agriculture et le ministre de l'Industrie, fixant un objectif de sobriété hydrique de 10 % à l'horizon 2050. Cette incohérence soulève des questions.

Deuxièmement, concernant la conférence nationale sur l'eau, dont le principe a été annoncé par le Premier ministre Michel BARNIER et repris par François BAYROU dans son discours de politique générale, les modalités se précisent et il semble logique d'opérer un retour vers les bassins, conformément à la loi fondatrice de 1964. Je soutiens l'idée de cette conférence si elle permet de laisser l'eau en haut de la liste des sujets de l'agenda politique, mais pas si elle ne maintient pas les sujets structurants tels que le partage de la ressource, la gouvernance et le financement de la politique de l'eau, et la réduction des pollutions.

Or, je constate des contradictions préoccupantes, notamment la menace d'un prélèvement de 130 millions d'euros sur le fonds de roulement des agences de l'eau inscrite dans la loi de finances, allant à l'encontre du principe « l'eau paie l'eau ». J'ai également pris connaissance des propos du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, François REBSAMEN, devant la délégation aux collectivités territoriales du Sénat, qui soulèvent des interrogations sur le fonctionnement de nos agences.

Dans ce contexte, je m'interroge sur la place et le rôle du Comité national de l'eau instauré par la loi de 1964. Je constate l'appétence exprimée par beaucoup à nous rejoindre et je considère que le CNE représente le lieu où il est possible de s'exprimer, mais son rôle reste seulement consultatif. Comme vous, je perçois que nous sommes souvent peu audibles et peu ou pas écoutés. Je pense que le CNE doit évoluer, et je vous renvoie aux travaux récents du sénateur Hervé GILLÉ qui

propose plusieurs pistes, comme la transformation en Haute autorité comme le modèle existant pour le climat, ou le modèle italien d'une autorité administrative indépendante. Je suis convaincu que les enjeux de l'eau nécessitent une évolution du CNE pour que nos avis soient mieux pris en compte et que nos voix soient davantage entendues. Malgré ces défis, continuons notre travail et notre démarche collective.

Je remercie pour sa présence Marie-Laure METAYER qui représente la direction de l'eau et de la biodiversité (DEB) et excuse Célia de LAVERGNE qui est en congés cette semaine.

Je vous informe également des mandats qui ont été donnés :

- André BERNARD à Philippe NOYAU ;
- François-Marie PELLERIN à Florence DENIER-PASQUIER.

Je dois également vous informer de quelques nominations récentes prises par l'arrêté du 24 février 2025. Ont été nommés comme représentants au CNE :

- Office de l'eau et de la biodiversité : Jean-Baptiste SAVIN, directeur adjoint de l'appui aux stratégies pour la biodiversité, en remplacement de René LALEMAND.
- Associations de protection de l'environnement : André BERNE, administrateur de l'association du réseau des rivières sauvages, en remplacement de Martin ARNOULD.
- Comité de bassin Rhône-Méditerranée : Philippe ALPY, vice-président du conseil départemental du Doubs, en remplacement de Antoine HOAREAU.

Y a-t-il d'autres porteurs de pouvoir ? Jean-Paul DORON, vous avez la parole.

Jean-Paul DORON, FNPF

Merci tout d'abord pour vos propos. Je suis encore sous le choc de l'annonce faite. Je voulais simplement vous informer que j'ai reçu le pouvoir de Claude ROUSTAN, président de la FNPF, qui me l'a envoyé ce matin.

Daniel MARCOVITCH, personnalité qualifiée

Également, Catherine CARRÉ a normalement donné pouvoir à Isabelle GAILLARD, et si cette dernière n'était pas disponible, à moi-même.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

C'est noté, nous vérifierons.

I. Approbation des comptes rendus des réunions du 19 décembre 2024 et du 8 janvier 2025

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Vous avez reçu les comptes rendus des deux dernières séances du 19 décembre et du 8 janvier. Y a-t-il des commentaires, ajouts, suppressions ou modifications concernant ces comptes rendus ?

Christian LECUSSAN, FENARIVE

Lors du CNE du 19 décembre, j'avais posé des questions sur les textes soumis. On m'avait d'ailleurs demandé d'envoyer rapidement mes observations par écrit afin qu'elles puissent être étudiées. J'ai constaté que les textes ont été publiés, mais j'attends toujours les réponses à mes questions.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

C'est bien noté afin que la direction de l'eau et de la biodiversité entende cette demande.

Y a-t-il d'autres remarques ?

Aucune remarque n'est soumise.

Les comptes rendus des réunions du 19 décembre 2024 et du 8 janvier 2025 sont approuvés.

II. Actualités

Marie-Laure METAYER, adjointe à la directrice de l'eau et de la biodiversité

Je tiens tout d'abord à m'associer aux propos de Jean concernant Laurent ROY, qui traduisent notre désarroi collectif, en particulier celui de la direction de l'eau et de la biodiversité. Il représentait pour nous une référence en termes de compétence, d'héritage, de structuration de pensée et de défense des enjeux environnementaux.

Concernant l'actualité, qui est toujours très chargée, nous constatons un besoin croissant de réunir le CNE, comme en témoigne l'augmentation de la fréquence des réunions annuelles, qui sont maintenant presque mensuelles, ce qui souligne l'importance de plus en plus grande des sujets liés à l'eau dans les politiques internationales, européennes et nationales.

Au niveau national, la conférence nationale sur l'eau, annoncée par le Premier ministre en janvier et reprise par la ministre Agnès PANNIER-RUNACHER au Carrefour des gestions locales de l'eau à Rennes, est en cours de préparation dans l'objectif d'être déroulée entre avril et novembre. Les détails d'organisation seront normalement présentés lors du CNE du 3 avril prochain. L'objectif est d'ouvrir largement le dialogue, en s'appuyant sur les organisations de bassins et le Comité national de l'eau, pour permettre à diverses instances de concertation de faire remonter leurs contributions. Les principaux sujets abordés seront la gouvernance, le partage de l'eau, le financement et le prix de l'eau.

Au niveau européen, la Commission européenne progresse rapidement sur la stratégie pour la résilience de l'eau, avec un lancement prévu d'ici l'été. Une réunion des parties prenantes se tient aujourd'hui même à Bruxelles pour une concertation, sachant qu'une consultation publique a été menée ces trois dernières semaines, à laquelle de nombreux partenaires ont contribué. La présidente de la Commission européenne a annoncé cinq thématiques principales : la gouvernance, la mise en œuvre de la stratégie, les infrastructures, les investissements et le financement de la sécurité, de l'industrie et de l'innovation, ainsi que le renforcement de la compétitivité de l'Union européenne. La France a particulièrement porté le sujet sur l'importance des solutions fondées sur la nature. La rédaction de la position nationale est également en cours d'interministérialisation.

Concernant la transposition de la directive sur les eaux résiduaires urbaines 2 (DERU 2), définitivement adoptée à l'automne dernier, nous avons un important travail collectif à mener pour sa transposition en droit national qui doit intervenir avant le 31 juillet 2027, soit un délai très court compte tenu de l'ampleur des travaux. Pour rappel, cette directive élargit son champ d'application à des sujets nouveaux et fixe des objectifs très ambitieux, notamment en matière de traitement des eaux usées et de leurs rejets par temps de pluie. Cela nécessitera des investissements conséquents, en lien avec la stratégie européenne de résilience de l'eau pour laquelle l'Europe souhaite identifier un fonds dédié dans son prochain cadre de financement pluriannuel 2028-2035. Des travaux nationaux seront lancés avec les nombreuses parties prenantes concernées. L'organisation de travail sera présentée rapidement.

Par ailleurs, lors du précédent CNE, les travaux sur les pelouses sportives ont été présentés, correspondant à la mise en œuvre d'un des derniers jalons de la loi Labbé qui prévoit l'interdiction des produits phytopharmaceutiques sur les pelouses sportives, ainsi que certaines dérogations. L'arrêté a pu être publié en début d'année grâce aux travaux efficaces du CNE. Un deuxième volet est prévu, en lien avec la mise en œuvre de l'article 269 de la loi climat et résilience, qui prévoit un travail sur les engrais de synthèse. Nous devons produire un travail sur ce sujet, raison pour laquelle un appel à candidatures sera lancé afin d'intégrer des volontaires au comité de suivi dédié au suivi de l'application de l'arrêté sur les produits phytosanitaires et qui travaillera sur la feuille de route permettant une réduction progressive de leur utilisation. Les volontaires devront également travailler sur l'application de l'article 269 de la loi climat et résilience.

De plus, l'actualité nationale porte sur des projets de loi particulièrement denses actuellement, dont la loi d'orientation agricole qui a été adoptée. Nous pourrions vous envoyer un résumé des sujets liés à l'eau qui ont été adoptés. Plusieurs propositions de loi sont également en cours concernant les inondations et l'eau potable. Une loi sur les PFAS a été adoptée, prévoyant la mise en place d'une redevance par les agences de l'eau relative aux émissions. Ce volet devra faire l'objet de travaux dans le cadre du projet de loi de finances 2026.

En outre, la proposition de loi sur les zones humides est passée devant la commission du Sénat. Nous avons pu engager un dialogue constructif sur ce sujet complexe. Initialement, le projet proposait de modifier la définition des zones humides en changeant les critères alternatifs en critères cumulatifs. Grâce à la mobilisation de nombreux acteurs que je salue, dont les membres du CNE, nous avons pu sensibiliser sur les conséquences de ce changement et proposer des pistes de réflexion alternatives, comme la distinction des zones humides très fortement dégradées. Ces sujets seront traités en profondeur par le groupe de travail consacré à la cartographie des zones humides que Jean inaugurera cet après-midi.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Je souhaite faire trois remarques. S'agissant des zones humides, nous avons décidé lors de la dernière réunion d'ouvrir un groupe de travail sur ce sujet, particulièrement sur la question de la cartographie. J'ai bien pris connaissance du courrier du 28 janvier 2025 des sénateurs Guillaume CHEVROLLIER et Nadia SOLLOGOUB, membres du CNE. Une réponse orale leur sera apportée cet après-midi au début du groupe de travail.

Hier, j'ai assisté au débat à l'Assemblée nationale sur le rapport concernant les eaux destinées à la consommation humaine. À cette occasion, la ministre a salué le travail du député RAUX sur sa proposition de loi et a exprimé son souhait de la voir étudiée en commission, les travaux ayant été reportés le 20 février dernier.

En réponse à l'interpellation de Christian LECUSSAN, nous avons engagé une réflexion avec les services de la DEB sur le suivi et le compte rendu de nos travaux. Nous envisageons la création d'une lettre du CNE à destination des membres, afin d'assurer un meilleur suivi du dialogue et une actualisation régulière des informations.

Christian LECUSSAN, FENARIVE

Je tiens à remercier Madame METAYER de nous tenir régulièrement informés des développements européens. Au sujet de la DERU 2, je me souviens avoir lu une communication, probablement de la Commission européenne, qui portait sur les investissements nécessaires au niveau européen et qui concluait par une estimation des économies réalisées qui s'élèveraient, de mémoire, à six milliards d'euros par rapport à la situation actuelle. Je me demande si ce type d'étude a également été mené à l'échelle française. Si nous disposions de ces données pour la France, elles pourraient faciliter l'acceptation de la première phase de mise en œuvre.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Je souhaite aborder trois points rapidement. Premièrement, concernant la conférence nationale sur l'eau, il est essentiel que le CNE joue un rôle clairement défini dans la synthèse des travaux décentralisés au niveau des agences de l'eau. Sans cela, nous risquons de perdre la vision d'ensemble nécessaire.

Deuxièmement, s'agissant de la DERU 2 et sa transposition, je tiens à rappeler que si nous sommes effectivement associés à la phase de transposition, les instances de l'eau ont été totalement écartées des discussions lors de la phase de négociation au niveau européen. Nous n'avons jamais obtenu d'information sur la position défendue par la France, malgré nos demandes répétées au sein du CCPQSPEA notamment.

Enfin, je partage les inquiétudes exprimées par notre président sur le rôle du CNE. Ces derniers mois, nous avons constaté que nos avis sont souvent ignorés, voire piétinés. Malgré un travail considérable de concertation et de recherche de consensus, nos recommandations semblent avoir peu d'impact sur les décisions finales. Cette situation est préoccupante et je pense que de nombreux membres du CNE partagent ce sentiment.

Concernant la cohérence des politiques publiques, nous observons régulièrement des décisions qui vont à l'encontre du plan Eau, pourtant présenté comme l'aboutissement d'années de travail concerté. Ces contradictions touchent aussi bien les objectifs qualitatifs et quantitatifs que les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du plan. Nous constatons un grand écart entre la volonté politique affichée par le Président de la République et les annonces faites au quotidien par les différents ministres selon le lieu où ils se trouvent.

Florence DENIER-PASQUIER, FNE

Je tiens tout d'abord à m'associer aux hommages rendus à Laurent ROY, que j'ai eu l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises et qui était un grand serviteur de l'eau.

Je rejoins entièrement les propos d'Hervé PAUL et je te remercie, Jean, pour ton constat sur l'affaiblissement progressif mais certain du rôle du CNE, et par conséquent de la cohérence des politiques publiques. Le CNE est depuis la loi de 1964 un lieu essentiel de mise en cohérence, comme nous l'avons démontré lors des Assises de l'eau. Sois certain, Jean, que tu portes une parole collective.

Concernant la conférence nationale sur l'eau, je m'interroge sur le décalage avec le calendrier de la directive cadre sur l'eau (DCE). Il semble qu'au niveau national, on oublie que l'échéance fixée par cette directive est 2027. On observe une remise en question constante des objectifs de sobriété et des priorités affirmées lors des Assises de l'eau de 2019, notamment sur la protection des captages, ce qui rend notre politique publique illisible et fragmentée par des politiques sectorielles. J'ai examiné les rapports de la Commission européenne publiés depuis le 5 février et relatifs à la France. Ils sont clairs sur les défis qui nous attendent. Je ne pense pas qu'une conférence nationale sur l'eau soit nécessaire pour les rappeler, à moins qu'elle ne parte de cette base. La DCE reste le fondement de notre mise en cohérence, et je doute que le plan de résilience de l'Europe la remette en question.

L'affaiblissement du CNE crée des tensions sur tous les territoires. Je tiens à rappeler la récente condamnation de l'État français par la Cour européenne des droits de l'homme pour la mort de Rémi FRAISSE, liée à un projet de barrage jugé illégal par la suite. Nous avons été alertés sur de nouvelles tentatives de passage en force au niveau local. Nous demandons officiellement la publication d'un rapport non public de l'IGEDD. Si nécessaire, nous saisissons la CADA pour obtenir ces documents. Notre objectif est d'éviter les tensions irrémédiables qui conduisent à des violences que nous regrettons tous. Je tiens à souligner que la violence n'est pas du côté du mouvement FNE, car elle est contraire à notre ADN. Nous continuons de privilégier le dialogue malgré la violence que nous subissons sur ce territoire et sur d'autres.

Jean-Paul DORON, FNPF

Je souhaite insister sur l'état catastrophique de la ressource en eau, qui devrait nous inciter à plus de clairvoyance et de cohérence dans les politiques publiques. Nous assistons actuellement à un détricotage des lois environnementales, notamment sur l'eau, avec des conséquences potentiellement dramatiques. Par exemple, dans le cadre de l'état des lieux de la directive-cadre européenne, certains bassins comme celui de Seine-Normandie connaissent un recul sévère, passant de 32 % à 24 % de masses d'eau en bon état. Cette situation devrait nous alerter davantage, car les décisions prises vont à l'encontre de nos obligations collectives, notamment en ce qui concerne l'alimentation en eau potable des populations.

Je tiens également à exprimer mes inquiétudes quant à l'affaiblissement du CNE. Avec plus de 25 ans d'expérience dans les instances de gouvernance des agences de l'eau, je ne peux cacher mon sentiment de lassitude et d'affliction face au mépris affiché par certains responsables politiques et à la démobilisation des acteurs qui souhaitent travailler ensemble. Il me semble que nous ne prenons pas la bonne voie pour atteindre les consensus nécessaires dans une situation d'urgence, tant sur les aspects qualitatifs que quantitatifs de la ressource en eau, exacerbée par les conséquences du changement climatique.

Enfin, la question de la cohérence des politiques publiques reste effectivement au cœur de nos préoccupations.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Je pense que nous sommes globalement d'accord sur le constat. Je vous encourage, comme je l'ai déjà fait, à rester mobilisés et à continuer de croire en notre action. Soyez assurés que les interpellations sont portées au niveau approprié pour que les sujets soient pris en compte.

Nicolas GARNIER, Amorce

Tout d'abord, j'adresse une pensée émue à Laurent et une pensée affectueuse aux équipes de Rhône-Méditerranée-Corse.

Nous vivons actuellement une séquence particulière qui se déroule en trois temps, avec premièrement des constats toujours plus nombreux de la dégradation des ressources en eau. Les rapports de France Stratégie et des inspections générales, ainsi que la dégradation du bon état des masses d'eau, montrent que tous les voyants sont au rouge.

Deuxièmement, nous assistons à une tension entre la contrainte budgétaire, qui freine toute action par crainte d'impacter le pouvoir d'achat, et la nécessité d'agir. Il est crucial de mettre en avant le coût de l'inaction. Le fonds Barnier va exploser, de même que le coût du traitement de l'eau avec la DERU2. L'inaction n'engendrera pas d'économies, mais des coûts supplémentaires.

Troisièmement, nous observons une montée du populisme sur les questions écologiques et une remise en cause des agences publiques. La fragilisation des agences de l'eau est incompréhensible, et les attaques contre l'OFB ainsi que certains courriers concernant le monde agricole nous ont profondément choqués.

Dans ce contexte, l'un des enjeux majeurs de la conférence nationale sur l'eau sera de générer du courage. Nous devons en sortir avec des avancées significatives, notamment en termes de partage de l'effort entre tous les acteurs concernés : collectivités, monde économique et monde agricole.

Je pense que le CNE pourrait jouer un double rôle. D'une part, nous devons entrer dans le champ médiatique et politique. Il faut que notre voix collective soit entendue à travers des communiqués de presse, des tribunes, et une présence dans les médias. D'autre part, le CNE devrait rapidement formuler des propositions sur la méthode de la conférence nationale, dont l'organisation reste encore floue. Je suggère la création d'un groupe de travail au sein du CNE pour élaborer une méthode commune et, si possible, une position commune. Sans cela, nous risquons de subir les événements dans un contexte de populisme croissant.

Tristan MATHIEU, FP2E

J'adresse également une pensée à Laurent ROY que nous avons bien connu à la FP2E lorsqu'il était directeur de l'eau et de la biodiversité.

Je partage les propos de Nicolas GARNIER. Je pense que la conférence nationale sur l'eau représente une opportunité pour maintenir la politique de l'eau au premier plan et la faire vivre. Depuis les dernières initiatives collectives, nous avons constaté une préoccupation croissante sur la qualité de l'eau du robinet et des ressources, ainsi que sur le financement des services publics. Ces deux thèmes sont prioritaires. Cependant, un risque persiste, qui est la baisse de confiance dans l'eau du robinet. Si cette confiance s'érode, cela pourrait entraîner une réticence à payer les factures et potentiellement déstabiliser notre politique.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Je donne la parole à Hamid OUMOUSA et en profite pour transmettre un message amical à l'attention du président de la FNPF, qui est également vice-président du CNE et que je souhaiterais voir davantage présent à nos réunions.

Hamid OUMOUSA, FNPF

Tout d'abord, nous avons appris le décès de Laurent ROY hier soir. Cette disparition nous affecte profondément, après des années de collaboration tant au niveau central qu'à l'agence de l'eau. Je tiens à saluer sa vision profondément républicaine.

Ensuite, Jean, je tiens à souligner la justesse de tes propos que nous partageons pleinement. Ils étaient attendus et je pense que tu as trouvé les mots justes pour placer le débat là où il devrait être.

Nous avons nous-mêmes lancé une lettre ouverte il y a près d'un an, lors de notre congrès en juin dernier. Dans celle-ci, nous avons constaté que, année après année, nous subissons des reculs réglementaires, politiques et financiers dans le domaine de la politique de l'eau. Nous appelions à une mobilisation d'intérêt général pour tenter de sauver ce qui peut l'être de cette politique.

Je ne souhaite pas m'attarder sur le constat, connu de tous, de cette tutelle de la politique de l'eau, et de l'écologie en général, vis-à-vis de la politique agricole notamment. Nous portons deux propositions majeures depuis plusieurs années.

La première est institutionnelle : nous souhaitons qu'au sein du Gouvernement, même resserré, il y ait un ministre chargé spécifiquement de la politique de l'eau. Ce ministre serait le véritable défenseur, l'avocat, le responsable d'une politique qui va bien au-delà de la simple question de la consommation d'eau, touchant également aux questions d'urbanisme, d'agriculture, etc.

La seconde est législative : nous avons la conviction profonde, après mûre réflexion, que la politique de l'eau ne cesse de subir des atteintes au gré des évolutions réglementaires et surtout législatives. C'est pourquoi nous estimons qu'un véritable débat politique républicain sur la politique de l'eau est nécessaire. Pour nous, après la loi de 2006, il est vraiment temps de remettre la politique de l'eau au centre d'une grande loi. Malgré les risques, la question de l'eau occupe une place importante dans le débat, du moins entre nous, et nous saurons certainement faire en sorte que ce débat dépasse les instances pour le porter auprès des citoyens. La situation devient vraiment intenable, se traduisant par des reculs d'année en année. Il est temps de mobiliser le Parlement et de le responsabiliser sur une question qui relève bien de sa compétence.

Denis MERVILLE, comité de bassin Seine-Normandie

Je souhaitais faire une observation sur un problème ancien, relatif à la difficile sensibilisation des parlementaires. Je pense que lorsque les gens sont un peu détachés du terrain, il devient de plus en plus difficile de les sensibiliser aux problèmes concrets que nous rencontrons localement.

De plus, par expérience en tant qu'ancien de l'agence de l'eau Seine-Normandie, j'ai présidé des forums où il y avait de nombreux élus locaux. Aujourd'hui, avec les grandes structures, je constate que lors des forums au Havre ou à Rouen, il y a beaucoup de services techniques et de fonctionnaires d'État, mais très peu d'élus. Cela s'explique par l'absence de débats au sein des conseils communautaires.

En tant que maire, je dois présenter au conseil municipal le rapport sur l'eau qui concerne 275 000 habitants. Comment voulez-vous que des conseillers municipaux d'une commune de 1 000 habitants s'y intéressent ? Auparavant, quand le rapport concernait 8 000 ou 10 000 habitants, ils s'y intéressaient et faisaient des comparaisons avec les communes voisines. C'est pour cela que j'essaie d'obtenir un rapport plus synthétique. On me fournit des chiffres par commune, ce qui nous permet de faire des comparaisons et de montrer à nos administrés les efforts réalisés en matière de tri, par exemple. Ce problème entraîne une certaine démotivation sur le terrain et une moindre implication des élus, ce qui mérite une réflexion sur les structures et la manière d'impliquer.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Je remercie chacun pour son expression lors de ce tour de table. Je constate une convergence globale sur la méthode de travail pour l'avenir.

Avec la DEB, nous avons évoqué la création d'un guide d'accueil pour les nouveaux membres du CNE, qui servira également aux actuels. Quant à l'appel à communication du CNE et à la remontée des débats territoriaux lors de la conférence nationale sur l'eau, je confirme que nous y travaillerons. J'ai d'ailleurs abordé ce sujet ce matin avec Elodie GALKO, directrice de l'agence de l'eau Adour-Garonne, et je peux vous confier que la ministre en a fait la demande.

Marie-Laure METAYER, adjointe à la directrice de l'eau et de la biodiversité

En réponse à Christian LECUSSAN sur l'impact financier de la future DERU, une mission d'inspection est actuellement menée par Philippe LEDENVIC sur le sujet. Le rapport sera finalisé dans les prochains jours et nous demanderons de venir le présenter au CNE. Cette mission se penche notamment sur l'estimation des coûts.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Je souhaite dire quelques mots sur Laurent ROY, avec qui j'ai beaucoup collaboré depuis qu'il a pris ses fonctions à la direction de l'eau et de la biodiversité. Pendant huit ans, nous avons travaillé ensemble chaque semaine au sein des instances de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse. Même après son départ de l'agence pour rejoindre l'IGEDD, nous avons continué à échanger, notamment sur les éléments du rapport qui nous seront présentés en partie tout à l'heure.

Laurent était un homme profondément engagé pour les politiques de l'eau. Il a accompli un travail considérable, apportant son expertise, son sens de l'écoute et du consensus. Il a su établir des liens forts avec les agents de l'agence de l'eau, devenant leur ami, et a réussi à apaiser certaines tensions existantes. Sa rigueur, son expertise remarquable et son respect pour ses interlocuteurs, même en cas de désaccord, étaient exemplaires. Il avait toujours à cœur de faire avancer les réflexions en apportant des arguments constructifs, sans jamais être dans la confrontation. Son départ crée un vide immense dans le monde de l'eau. Au nom de l'agence RMC, de Nicolas MOURLON qui lui a succédé, de tous les agents, administrateurs et membres du comité de bassin, je tenais à lui rendre hommage.

Nathalie ROUSSET, conseillère départementale de Haute-Loire

Finalement à nous écouter, toutes les personnes qui suivent ces travaux et les différentes commissions de la politique de l'eau mentionnent leur malaise et la défiance qu'elles ressentent vis-à-vis des membres des autres collèges. Nous avons du mal à nous mettre au niveau du point de vue des autres membres, et cela ne nous aide pas à travailler ensemble.

D'autre part et depuis des années on assiste au déclassement des masses d'eau alors que nous travaillons dessus, que nous avons mis en place des organes administratifs qui travaillent également fortement sur ces sujets. Cependant on peut faire le constat que cela n'est pas assez efficace et on peut s'interroger sur notre vision de la résolution des difficultés à venir ainsi que sur la réalité des objectifs que nous nous fixons y compris les critères naturellement. Aujourd'hui je pense de plus en plus que nos travaux dans les différents organismes et enceintes ne sont pas pragmatiques et ne répondent pas aux attentes des territoires. Sur les territoires c'est une somme de détails qui donne le tout. Sur les territoires on se confronte immédiatement au principe de réalité. Sur les territoires on se retrouve « à faire les pompiers ». Et lorsque l'eau potable manque pour la population comme ce que nous avons connu dans les îles ou certaines communes en rupture, on est bien loin à ce moment-là des considérations de textes ou de l'état d'âme des membres de nos assemblées. Je considère que nous devrions avoir un rôle d'AIDANT et non pas de censeur systématique, nous devons permettre l'action, la bonne organisation à cette échelle aussi fine soit-elle, et faire en sorte que nous ne soyons pas perçus que comme des donneurs de leçons bien arrogants.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Nous pourrions travailler collectivement sur la dimension territoriale, en impliquant les élus du CNE, les présidents des comités de bassin, et j'aimerais y associer les parlementaires membres des comités de bassin. Cela fait écho à la demande d'avoir un lien plus étroit avec le Parlement. De plus en plus de parlementaires s'intéressent aux questions de l'eau, même si leurs positions peuvent parfois être contradictoires. Il me semble important de les impliquer, et je trouve judicieux d'associer ceux qui siègent déjà dans les bassins, représentant diverses tendances politiques et issus tant du Sénat que de l'Assemblée nationale. Cela nous permettra d'élargir le champ d'interpellation.

III. Expérimentation de certificats de biodiversité en zones humides**Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau**

En guise d'introduction, il s'agit d'un projet LIFE initié par la Commission européenne, avec la France comme expérimentateur, et plus spécifiquement le territoire de Seine-Normandie comme zone cible.

Delphine ALBOUY, cheffe de la mission des projets transversaux prioritaires au sein de la direction de l'eau et de la biodiversité

L'objectif de ce projet est d'expérimenter un nouveau système de rémunération mobilisant des financements privés selon une démarche volontaire et pas compensatoire, allant au-delà du mécénat et de la philanthropie. Les entreprises pourront ainsi attester de leur engagement en faveur de la restauration ou de la préservation de la biodiversité des zones humides.

Ce projet est entièrement financé par un projet LIFE, avec la mise à disposition de deux expertes de novembre 2024 à septembre-octobre 2025. Il fait partie de la lettre de mission de la commissaire européenne Jessica FLORICA. Une deuxième expérimentation est menée en Estonie sur les certificats de biodiversité en faveur des milieux forestiers.

La France a été choisie pour ce projet car elle peut s'appuyer sur l'expérience des paiements pour services environnementaux mis en place avec les agences de l'eau depuis 2020. C'est aussi l'occasion de partager cette expérience réussie avec d'autres États membres.

Le projet, piloté par le Commissariat général au développement durable (CGDD), fonctionne selon deux axes principaux. Un comité technique (COTECH) réunit le CGDD, la direction de l'eau et de la biodiversité, le territoire de Seine-Normandie, ainsi que la direction générale de l'environnement. Un comité de pilotage (COFIL) s'est réuni en février pour valider les premiers grands principes. Un vivier d'experts sera également mobilisé tout au long du projet dans la logique d'aborder les différentes facettes progressivement, avec l'objectif d'obtenir une vue consolidée à l'automne 2025.

Le rythme des COTECH est relativement soutenu. Il est important de noter que la sous-direction des milieux aquatiques et de l'eau joue un rôle moteur. Le projet se déroulera en deux phases : une première phase de méthodologie et de gouvernance, incluant une analyse de l'existant et des productions comme des études de marché, suivie d'une phase de construction opérationnelle de mai à l'automne.

Catherine CONIL, cheffe du bureau agriculture et alimentation durable au sein du CGDD

La Commission européenne nous a sollicités pour cette expérimentation, ayant été intéressée par notre expérimentation menée sur les paiements pour services environnementaux (PSE). Voici les premières orientations :

- Terminologie : nous parlons de « certificats biodiversité » plutôt que de crédits, pour souligner qu'il s'agit de financements volontaires hors du cadre de la compensation réglementaire.
- Pas de marché secondaire prévu, le but étant d'attirer des financements privés pour des projets de restauration et de conservation des zones humides.
- Additionnalité des certificats : elle concerne le gain écologique, tant pour la restauration que pour la conservation des zones humides dégradées.
- Pratiques et gains de biodiversité : bien que les gains soient observés sur plusieurs années, il y a aura la possibilité de paiements anticipés basés sur des pratiques favorables, avant le constat réel du gain, sachant que les bénéficiaires de ces financements seront les agriculteurs et les gestionnaires de sites.
- Gouvernance du dispositif : principes de traçabilité des certificats, de transparence sur les prix et les transactions financières de certificats, d'équité des revenus et de garanties pour les acheteurs sur le projet et dans le temps. L'expérimentation s'appuiera sur les grands principes fixés par le cadre de l'IAPB (agence franco-anglaise – International Advisory Panel on Biodiversity Credits).
- Mobilisation des acteurs du territoire de l'agence de l'eau Seine-Normandie : à partir de fin mars/début avril 2025.

Concernant l'intervention du CNE, l'objectif est de vous présenter la méthodologie et de recueillir votre avis à partir d'octobre ou vers la fin 2025, une fois que cette méthodologie aura commencé à être expérimentée sur le bassin Seine-Normandie.

Sandrine ROCARD, directrice de l'agence de l'eau Seine-Normandie

Tout d'abord, je tiens à exprimer, au nom de tous les directeurs généraux et du personnel des agences de l'eau, notre profonde tristesse suite au décès de Laurent ROY. Toutes les agences de l'eau sont en deuil, pas seulement celle de Rhône-Méditerranée-Corse. Nous réfléchissons à la meilleure façon de lui rendre un hommage à la hauteur de sa contribution aux agences de l'eau et au monde de l'eau en général. Nous soutiendrons sa famille, déjà endeuillée, en particulier sa compagne qui travaille à l'agence de l'eau Seine-Normandie.

Concernant l'expérimentation, nous nous sommes portés volontaires car elle correspond à notre mission centrale d'accompagner les acteurs et de concevoir des dispositifs financiers pour protéger l'eau, la biodiversité et s'adapter aux changements climatiques. Elle nous permet de concevoir un dispositif innovant pour les zones humides, qui concentre ces trois enjeux.

J'insiste sur le fait que l'additionnalité concerne également les outils existants. L'objectif est d'avoir une nouvelle source de financement d'origine privée, complémentaire aux dispositifs actuels.

Dès que le cadrage technique sera finalisé, nous irons à la rencontre des acteurs locaux. Nous avons déjà commencé à identifier des zones d'expérimentation potentielles.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Je tiens à souligner la concordance du calendrier entre la mise en place de cette expérimentation et le sujet que nous avons abordé et sur lequel nous allons travailler cet après-midi. Tout cela contribue aux éclaircissements nécessaires et attendus pour appréhender objectivement et lucidement les réalités du terrain.

Marie-Laure METAYER, adjointe à la directrice de l'eau et de la biodiversité

Je tiens à remercier l'agence de l'eau Seine-Normandie d'avoir accepté de porter cette expérimentation. Nous sommes très optimistes quant aux enjeux liés à ce nouvel outil, qui s'inscrit parfaitement dans la volonté de l'Europe de construire des crédits biodiversité avec un cadre très sécurisé, essentiel pour éviter les dérives potentielles de ce type d'outils.

Comme Jean l'a mentionné, cela fait écho aux travaux que nous allons initier cet après-midi, illustrant que l'inventaire des zones humides n'est pas seulement un outil de contraintes, mais aussi un vecteur de développement d'outils incitatifs. C'est grâce à ces outils de connaissance, combinés à des dispositifs comme les crédits biodiversité, que nous pourrions progresser dans la planification écologique des territoires. Cela nous permettra de faire des choix assumés et intelligents collectivement, en fixant des objectifs de restauration écologique, en lien avec le règlement sur la restauration de la nature. Nous devons élaborer une politique collective intelligente dans les territoires, qui fait écho aux discussions de ce matin sur la nécessité de dialogue et de consensus. Ces outils nous aideront à avancer positivement sur ces sujets complexes.

Daniel MARCOVITCH, personnalité qualifiée

Comment ce dispositif s'intègre-t-il dans le principe ERC (Éviter, Réduire, Compenser) ?

Marie-Laure METAYER, adjointe à la directrice de l'eau et de la biodiversité

Il est important de rappeler que cet outil n'est pas un outil de compensation, mais un outil volontaire de financement privé (par mécénat ou la RSE- responsabilité sociétale des entreprises) visant à générer un gain écologique. C'est pour cette raison que nous parlons de certification, et non de crédit ou de compensation.

Catherine CONIL, cheffe du bureau agriculture alimentation durable au sein du CGDD

En effet, l'expérimentation se situe en dehors du régime de compensation ERC. Cependant, il existe un autre dispositif, les SNCRR (sites naturels de compensation, restauration et renaturation) qui développe également la notion de crédits biodiversité. Les SNCRR existent déjà et des évolutions sont en cours dans ce cadre.

Philippe BOISNEAU, CONAPPED

J'espère que cette expérimentation aboutira à des outils performants.

En tant que représentant des pêcheurs professionnels en eau douce, je souhaite partager notre expérience concernant les PSE. Nous avons fait des demandes, notamment dans les bassins Loire-Bretagne et Adour-Garonne, pour mettre en œuvre des moyens de régulation d'espèces envahissantes, comme les écrevisses de Louisiane. Malheureusement, ces demandes se sont heurtées à un refus des représentants de l'agriculture conventionnelle, soutenus par certains représentants de l'État. Cette situation est particulièrement décevante, surtout dans des cas comme celui du lac de Grand-Lieu, une réserve d'État et zone Ramsar, où notre intervention est cruciale pour la conservation de la biodiversité. Malgré notre statut d'exploitant agricole prévu par le code de l'environnement, nous n'avons pas pu bénéficier des PSE.

Cet exemple illustre une mauvaise application d'outils qui auraient pu être bénéfiques pour la biodiversité et aider certains acteurs à diversifier leurs activités au service de la société et de l'environnement. Nous sommes toujours ouverts au dialogue et prêts à expliquer nos actions, mais nous nous heurtons souvent à des préjugés et des *a priori*.

Concernant l'écrevisse de Louisiane, nous attendons depuis sept ou huit ans un plan de gestion promis par l'OFB et la DEB, alors que d'autres pays européens (Allemagne, Pays-Bas, Suisse, Espagne) ont déjà mis en place des mesures de régulation conformes à la directive sur les espèces exotiques envahissantes. Cette divergence d'application de la même directive entre les pays membres est regrettable pour la France.

Marie-Laure METAYER, adjointe à la directrice de l'eau et de la biodiversité

S'agissant des moyens, il est vrai que nous avons énormément de choses à faire avec des ressources budgétaires publiques en diminution. L'objectif de ces différents outils en matière de crédits biodiversité et de certification, comme l'ont souligné la ministre et la présidente de la Commission européenne, est de pouvoir mobiliser des financements privés en complément des financements publics. Il faut être réaliste : nous ne sommes pas dans un contexte où les moyens publics pour nos politiques environnementales augmenteront significativement.

Concernant les PSE, il est important de souligner que l'originalité du nouveau dispositif réside dans le financement du gain en termes de valorisation économique d'un fonctionnement écosystémique. Il s'agit véritablement d'une rémunération d'un service environnemental, contrairement aux PSE ou aux MAEC (mesures agro-environnementales et climatiques) qui rémunèrent un manque à gagner lié à des pratiques. Pour les zones humides, nous avons l'avantage de disposer d'un guide très complet élaboré par l'OFB, l'INRAE, le Muséum d'histoire naturelle et des bureaux d'études spécialisés, qui permet d'évaluer les fonctionnalités des zones humides et de travailler sur des méthodes de mesure de gain qui seront rémunérées.

Enfin, sur les espèces exotiques envahissantes, la ministre a clairement exprimé sa volonté de construire rapidement un plan national pour traiter ce sujet, qui est effectivement l'une des causes majeures de perte de biodiversité.

Philippe BOISNEAU, CONAPPED

Nous avons systématiquement proposé de commercialiser les écrevisses, ce qui nous a été refusé à chaque fois de manière catégorique. Récemment, le préfet de l'Indre a autorisé certains pisciculteurs à les commercialiser, mais cette décision a été immédiatement contestée devant les tribunaux. La commercialisation pourrait pourtant réduire considérablement le coût de la gestion environnementale, voire le rendre nul si l'activité était fructueuse. Des tentatives de mise en place ont été menées, notamment en Gironde et en Charente-Maritime, mais elles n'ont pas abouti en raison des oppositions rencontrées.

Charlotte VASSANT, chambres d'agriculture

Nous sommes conscients de l'importance de préserver les véritables zones humides. Nous resterons néanmoins vigilants quant à l'achat de terres agricoles à des prix parfois supérieurs au marché, dans le but de les retirer de la production et de les convertir en crédits biodiversité.

Il nous semblerait plus judicieux d'envisager ces moyens sous forme de paiements pour services environnementaux, afin d'accompagner les agriculteurs sur ces pratiques. Nous saluons la prise en compte additionnelle que vous avez effectuée. Nous souhaitons également rediscuter de la notion de proximité fonctionnelle pour les compensations. En tant que représentants de la profession agricole, nous demandons à être associés au comité de pilotage élargi et à bénéficier d'un suivi des propositions faites aujourd'hui pour le premier certificat.

Emmanuelle LEVEUGLE, comité de bassin Artois-Picardie

Peut-on envisager que ce type de protocole s'étende au-delà de la biodiversité des zones humides à l'avenir ?

De plus, je n'ai pas bien saisi l'intérêt pour les acteurs privés. Est-ce que cela leur donne droit à des crédits d'impôts ou les exonère-t-il d'autres actions qu'ils devraient entreprendre pour réduire leur impact environnemental ?

Catherine CONIL, cheffe du bureau agriculture alimentation durable au sein du CGDD

L'intérêt pour le secteur privé, en l'absence de marché secondaire, réside dans le financement et la préservation de la biodiversité dans le cadre de leur RSE et d'une compensation non pas réglementaire mais interne.

Une fois la méthodologie établie, elle s'appliquera aux zones humides, mais nous veillerons à ce que sa conception soit répliquable à d'autres milieux. L'objectif de la Commission européenne est que cette méthodologie s'applique au-delà de la France.

Sandrine ROCARD, directrice de l'agence de l'eau Seine-Normandie

Il est important de rappeler qu'une autre expérimentation est menée sous l'égide de la Commission européenne, en Estonie, dans les forêts. D'autres types de milieux naturels sont donc déjà concernés par cette expérimentation.

Marie-Laure METAYER, adjointe à la directrice de l'eau et de la biodiversité

Concernant les perspectives, il est prématuré d'envisager les conséquences fiscales. Pour l'instant, nous en sommes vraiment au stade de l'expérimentation technique. Des pistes seront certainement explorées une fois que nous aurons bien établi la méthodologie au niveau européen et qu'elle pourra être généralisée.

André BERNE, Réseau des rivières sauvages

Le sujet que vous nous avez présenté est très intéressant et positif. Cependant, je souhaite souligner l'importante contradiction qui existe en matière de zones humides entre ces avancées expérimentales et des régressions majeures de la réglementation. Je fais notamment référence à l'arrêté du 3 juillet 2024, qui modifie celui du 9 juin 2021 et prévoit la possibilité d'établir des plans d'eau pour les zones humides de moins d'un hectare, c'est-à-dire de les détruire sans restriction.

Je ne connais pas les habitudes du CNE, mais j'imagine qu'il émet des avis. Serait-il possible, dans l'avis que j'imagine favorable sur les dispositifs qui nous ont été présentés, de rappeler cette contradiction et peut-être d'émettre le vœu que cet arrêté, qui est vraiment destructeur en ce qui concerne les plans d'eau et qui, je suppose une fois de plus, a été proposé pour satisfaire la profession agricole, soit revu ou éventuellement révisé pour revenir à la situation antérieure où l'intégralité des zones humides était protégée par les dispositions de l'arrêté de 2021 ?

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Merci à tous pour vos contributions.

IV - Consultation du CNE sur la synthèse des questions importantes dans chaque bassin dans le cadre de l'état des lieux de la DCE (conformément à l'article R. 212-6 du code de l'environnement)

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Le CNE a été consulté et nous avons reçu les saisines de tous les bassins métropolitains et d'outre-mer, à l'exception de Mayotte. Les agences de l'eau ont travaillé en inter-service pour proposer une trame de texte commune pour le CNE, qui va vous être présentée.

Une présentation est projetée en séance.

Philippe GOUTEYRON, direction de l'eau et de la biodiversité

Nous sommes actuellement dans la phase de préparation du quatrième cycle de la directive-cadre sur l'eau pour la période 2028-2033. Cette préparation comporte plusieurs étapes préalables. Tout d'abord, les bassins travaillent sur l'état des lieux, qui sera approuvé par les comités de bassin fin 2025. Parallèlement, nous définissons les enjeux auxquels chaque bassin sera confronté, appelés « questions importantes ». Ces questions importantes sont d'abord débattues en comité de bassin et arrêtées en version projet, puis soumises à la consultation du public pendant six mois et des assemblées pendant quatre mois. Le CNE est sollicité pour émettre un avis sur les questions importantes de chaque bassin.

Nous avons consolidé les questions importantes des différents bassins et proposons une délibération qui en fait la synthèse. Elle met l'accent sur cinq points cruciaux pour la gestion de l'eau :

- Le changement climatique et l'enjeu d'adaptation des territoires ;
- L'équilibre quantitatif de la ressource en eau et la gestion des usages ;
- L'amélioration de la qualité de l'eau et la lutte contre les pollutions diffuses, ponctuelles et les micropolluants ;
- Les questions de gouvernance ;
- La restauration des milieux aquatiques en préservant la biodiversité.

L'objectif est que chaque bassin reçoive cette délibération pendant la période de consultation, puis intègre tous les retours reçus pour proposer une version définitive des questions importantes, qui sera adoptée par le comité de bassin avant l'été ou juste après.

Christian LECUSSAN, FENARIVE

Je souhaite intervenir sur la méthode de consultation. J'ai examiné les questionnaires proposés par les six bassins et je tiens à féliciter particulièrement le comité de bassin Rhin-Meuse pour leur approche concise et synthétique, sachant qu'entre 0,9 % et 1,5 % de la population prendra connaissance de ces documents, ce qui m'interroge sur la manière de mobiliser davantage le public.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Néanmoins, l'absence de processus de consultation nous serait reprochée. Nous savons que le taux de réponse aux consultations publiques est généralement faible, même lorsqu'elles sont bien communiquées.

Florence DENIER-PASQUIER, FNE

Je tiens à souligner l'intérêt des approches transversales sur tous les bassins, y compris en outre-mer, dont on ne parle pas assez. Il est notable que dans tous les bassins, la question de la qualité des eaux, des captages et de l'eau potable figure parmi les priorités, ce qui confirme qu'il ne s'agit pas d'une simple préoccupation nationale.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Je partage ton point de vue. Concernant l'outre-mer, je pense que c'est un argument important à inclure dans notre communication publique. Nous devons rappeler que nos séances se tiennent habituellement l'après-midi pour permettre aux ultramarins d'y participer à des horaires raisonnables, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui exceptionnellement. Il est crucial de ne pas oublier les territoires ultramarins dans notre communication, car ils subissent souvent plus durement que la métropole les difficultés liées à la gestion quantitative et qualitative de l'eau.

Je considère que le texte ainsi résumé fait consensus.

Nicolas GARNIER, Amorce

En vue de la conférence nationale, nous devrions réfléchir à la manière d'obtenir une participation plus importante des citoyens. Il existe des méthodes éprouvées dans d'autres domaines, comme celui des énergies renouvelables, qui soulèvent également des questions de sensibilité. Nous pourrions faire appel à des spécialistes de la concertation citoyenne, à la Commission nationale du débat public (CNDP) ou au CESE. Il me semble que l'un des enjeux de cette conférence est d'obtenir des retours du terrain qui soient véritablement représentatifs.

Par ailleurs, j'aimerais attirer l'attention sur la situation toujours critique à Mayotte, dont nous avons discuté lors du dernier CNE. Il est important de leur apporter notre soutien.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Je profite de l'occasion pour mentionner que j'ai récemment passé deux heures en visioconférence avec les CESE de l'Arc Atlantique. Ils ont entamé une démarche d'acculturation sur ces problématiques, et j'ai particulièrement insisté sur le lien entre les eaux douces et salées.

V - Avis relatif à l'arrêté encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 12^e programme d'intervention des agences de l'eau (conformément à l'article L. 213-9-1 du code de l'environnement)

Une présentation est projetée en séance.

Damien LAMOTTE, sous-directeur à la direction de l'eau et de la biodiversité

L'arrêté sur le plafond de dépenses s'inscrit dans le cadre global des interventions des agences de l'eau. Ces interventions sont définies par des programmes établis sur six ans, couvrant la période 2025-2030. Le cadrage se fait à la fois en recettes et en dépenses.

Chaque année, le plafond de recettes est fixé par la loi de finances. Pour 2025, le plafond voté est inférieur au plafond escompté, reportant l'augmentation prévue à 2026. Cependant, ce report n'aura

pas d'impact significatif sur les agences de l'eau, les recettes escomptées pour 2025 étant de toute façon inférieures au plafond initial.

Le plafond de dépenses fait l'objet d'un arrêté sur la période 2025-2030. Il correspond à l'agrégat des programmes d'intervention votés par les instances de chaque agence de l'eau. Il est structuré en quatre domaines : le domaine 0 pour le fonctionnement des agences, le domaine 1 pour les études et la planification, le domaine 2 pour le petit cycle de l'eau, et le domaine 3 pour le grand cycle de l'eau. Sa structuration est équivalente au précédent plafond de dépenses. La fongibilité entre les domaines 1, 2 et 3 est maintenue. Une nouveauté importante est la suppression du reversement des primes de performance épuratoire accordées aux collectivités en charge de l'assainissement les plus performantes, puisque la dimension de performance a été intégrée dans le cadre de la réforme des redevances et fait désormais l'objet d'une redevance pour performance modulée selon l'efficacité des services d'assainissement et d'eau potable.

Le plafond de dépenses est en augmentation d'environ 200 millions d'euros par rapport au précédent, soit une moyenne de 115 millions par an. Cette hausse est inférieure aux 475 millions prévus dans le plan Eau, même en tenant compte de la suppression des 150 millions de primes épuratoires. Cet écart s'explique par un décalage dans la perception des recettes et par l'absence d'adoption de certaines mesures en loi de finances, comme l'augmentation de la redevance pour pollution diffuse.

Malgré cela, cette hausse est positive. Le plafond de dépenses reflète fidèlement les maquettes des 12^{èmes} programmes votés par les instances. Il réaffirme également l'importance du petit cycle de l'eau, contrairement aux programmes précédents qui privilégiaient le grand cycle. Cette orientation répond aux enjeux observés en 2022, notamment les tensions sur l'alimentation en eau potable et les polluants émergents.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Le groupe de travail « réglementation » a été saisi en urgence sur ce sujet, c'est pourquoi je donne la parole à Claude MIQUEU.

Claude MIQUEU, personnalité qualifiée

En tant que responsable du groupe de travail « réglementation » et après consultation du président du CNE et des services, j'ai pris une décision basée sur deux constats. Premièrement, ce dossier est un fil conducteur de nos travaux depuis plusieurs années. Nous sommes maintenant dans une phase opérationnelle de mise en place du dispositif réglementaire. Deuxièmement, il y avait une urgence à prolonger ces réponses réglementaires. J'ai donc consulté les services d'agences de l'eau pour savoir si cette nouvelle version posait problème sur le terrain. Les retours ont été convergents, indiquant que ce n'était pas le cas et que cela s'inscrivait dans la continuité du travail effectué, notamment par les équipes de Damien LAMOTTE.

Dans ces conditions, nous avons procédé à une consultation en ligne, le groupe de travail n'ayant pas pu se réunir avant le prochain CNE. Les retours de cette consultation ont révélé un certain agacement sur la forme de la procédure d'urgence. Cependant, comme nous l'avons compris lors de l'introduction du CNE aujourd'hui, le CNE est dans une phase de réflexion pour améliorer ses méthodes de travail. Sur le fond, il me semble que les propos de Régis refléteront fidèlement les réponses que nous avons reçues.

Régis TAISNE, FNCCR

J'ai effectivement réagi rapidement à cette procédure d'urgence. Sur le principe, je ne conteste pas le travail effectué dans les comités de bassin et les conseils d'administration des agences de l'eau.

Cependant, j'ai soulevé le caractère purement formel de cette consultation, où notre avis n'a finalement aucune incidence réelle.

Je remercie Damien LAMOTTE d'avoir clarifié oralement certains points, car la note d'accompagnement écrite ne mentionnait pas les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du plan Eau et des 12^{èmes} programmes des agences de l'eau, à savoir le plan de financement non tenu (214 millions d'euros de recettes supplémentaires au lieu des 325 millions d'euros prévus), l'absence de création ou d'augmentation de certaines redevances, la priorité donnée au petit cycle de l'eau malgré une réduction de 500 millions d'euros par rapport aux prévisions, et l'absence d'information sur l'affectation réelle des dépenses. En outre, je regrette qu'il ne soit pas fait mention des 130 millions d'euros prélevés sur les recettes des agences de l'eau, malgré l'affirmation du Gouvernement que cela n'aurait aucune incidence sur leur capacité d'intervention. Pour ces raisons, je m'abstiendrai lors du vote.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Je partage entièrement cette intervention. J'aurais également mentionné cet épisode des 130 millions d'euros qui suscitera des discussions dans les agences de l'eau. Néanmoins, je tiens à saluer le travail accompli dans chaque territoire, au sein de chaque comité de bassin et de chaque agence pour aboutir au vote des 12^{èmes} programmes. Pour donner suite à la position exprimée par Régis TAISNE, je propose de traduire les agacements, qu'ils soient de forme ou de fond, par une abstention massive et coordonnée.

Christian LECUSSAN, FENARIVE

Tout d'abord, concernant ce que Monsieur LAMOTTE a mentionné à propos du domaine 0, il s'agit en réalité du fonctionnement des agences de l'eau ainsi que de tout ce que l'État met à leur charge. Le fonctionnement pur des agences ne représente qu'environ 4,5 à 5 % du budget, ce qui est remarquable et mérite d'être souligné.

S'agissant des dépenses, je note positivement que vous avez veillé à ce qu'elles ne dépassent pas les recettes. Également, les décisions ont déjà été prises au niveau de chaque bassin, ce qui atténue la gravité de la situation. Il est important de rappeler qu'il ne s'agit que d'un arrêté qui peut être modifié et que la fongibilité permet d'accélérer davantage sur un domaine ou sur un autre.

Concernant les prélèvements sur les budgets des agences de l'eau, il est certes important de mentionner les 130 millions d'euros récents, mais il faut également rappeler que sur les dix dernières années, c'est un milliard d'euros qui a été prélevé. Il est difficile dans ces conditions d'exiger des résultats, sans oublier ce qui a été prélevé en dépassement du plafond mordant par certaines agences.

Hervé PAUL, vice-président de la métropole Nice Côte d'Azur et vice-président du CNE

Je souscris à tout ce qui a été dit. Tous les travers que le plan Eau nous avait promis de faire disparaître réapparaissent. Malgré les votes dans les agences de l'eau, on assiste à une intervention arbitraire qui puise dans leurs caisses. On nous avait promis qu'il n'y aurait plus de plafond de dépenses, pourtant il réapparaît. On nous avait promis des recettes supplémentaires, mais l'État vient ponctionner la trésorerie. Je pense que nous sommes tous conscients du virage qui a été pris.

Christian LECUSSAN, FENARIVE

J'ai une information complémentaire à partager concernant le budget. Bien que je ne dispose pas des chiffres pour toutes les agences, une augmentation de la dotation à l'OFB est prévue. Pour la Seine-Normandie, cette dotation représentera 25 % du budget alloué aux interventions.

Philippe BOISNEAU, CONAPPED

Je suis stupéfait par la situation actuelle qui révèle, à mon sens, un problème fondamental dans l'échelle des valeurs de notre monde politique. Je précise que je ne remets pas en cause Monsieur LAMOTTE et ses services. Cependant, la crise de l'eau et de la biodiversité qui en découle est dramatique. Je le constate quotidiennement, nous sommes dans une situation catastrophique ! Notre classe politique semble complètement déconnectée de cette réalité et de la gravité de la situation. On accorde une importance démesurée à l'équilibre budgétaire, alors que l'enjeu principal devrait être la préservation de la vie. Les budgets et la finance ne sont que des créations humaines pour réguler nos échanges. Je vais être direct et peut-être un peu brutal : préférons-nous mourir avec des budgets équilibrés mais en ayant détruit notre environnement, nos cours d'eau et leur biodiversité ? Ou serons-nous plus en paix avec notre conscience si nous parvenons à sauver les éléments essentiels à notre survie, même au prix de déficits budgétaires ? Mon choix est fait. Je m'abstiendrai également lors du vote.

Nicolas GARNIER, Amorce

On nous demande de nous positionner sur un 12^{ème} programme qui est en contradiction avec les enjeux et les objectifs du plan Eau, qui ne respecte pas les engagements pris, notamment concernant les 130 millions d'euros, sans parler de la suppression du plafond de dépenses. De plus, il ne respecte pas la gouvernance de l'eau, tant au niveau des bassins que par cette procédure d'urgence.

Naturellement, on serait tenté de voter contre. Cependant, je me range à la proposition du président d'une abstention massive. Il ne faudrait pas que notre vote contre soit mal interprété comme une désaffection du modèle, étant donné le contexte actuel. Parallèlement, il serait judicieux de rédiger une motion ou une lettre cosignée, adressée au Premier ministre ou au moins à la ministre de la Transition écologique, pour exprimer notre profond désaccord sur les enjeux, le non-respect du plan Eau, des engagements pris et de la gouvernance à laquelle nous sommes tous attachés. Un vote d'abstention massive sans explication pourrait aussi être mal perçu.

Florence DENIER-PASQUIER, FNE

Nous rejoindrons cette abstention massive, une idée que nous avons également envisagée sans concertation préalable. Comme l'a souligné Hervé PAUL, il est crucial d'expliquer notre position. Nous devons mettre en perspective les chiffres cumulés des prélèvements sur les financements des agences de l'eau, les confronter à la stagnation des résultats sur la mise en œuvre de la DCE, tout en soulignant les promesses non tenues du plan Eau. Il serait pertinent d'explicitier et de motiver notre position, peut-être en vue de notre prochain CNE qui sera consacré aux résultats du plan Eau, sur les engagements non respectés et rappeler que les objectifs ne seront pas atteints avec moins de moyens. Nous avons les éléments nécessaires pour étayer une motion publiée. J'espère que tous les membres du CNE dénonceront ce fait du prince et appelleront à d'autres évolutions.

Charlotte VASSANT, chambres d'agriculture

La profession agricole est de plus en plus confrontée à des catastrophes naturelles. Aujourd'hui, nous peinons à revenir à un état normal après avoir subi des inondations. Le budget consacré par les agences de l'eau à l'entretien des ouvrages et des cours d'eau est insuffisant, ce qui complique considérablement notre capacité à nous assurer (assurance récolte ou assurance prairie), rendant la situation de plus en plus difficile. Nous ne comprenons pas pourquoi nous ne parvenons pas à mobiliser les fonds des agences de l'eau pour assurer la maintenance hydraulique, qui devrait en partie être prise en charge par l'État pour certains ouvrages et par les syndicats de rivière.

Damien LAMOTTE, sous-directeur à la direction de l'eau et de la biodiversité

Évidemment, nous entendons vos préoccupations dans le contexte budgétaire que vous connaissez.

Je tiens simplement à préciser que nous sommes dans une phase de consolidation des programmes votés par chacune des agences de l'eau. Il était nécessaire de vous en informer aujourd'hui, ce qui alimentera le débat lors du prochain CNE sur l'avenir du financement. En termes de processus, nous sommes en conformité avec ce qui a été adopté dans chaque agence, ce qui n'appelle pas, en soi, une délibération.

Sur le fond, nous sommes conscients du manque de crédits. Nous soulignons également que ce plafond de dépenses acte une augmentation de deux tiers du plan Eau. Les conférences budgétaires débutent la semaine prochaine et notre intention est de continuer à inciter à l'augmentation du relèvement des taux de la redevance pour pollution diffuse, qui aujourd'hui finance les dépenses des agences de l'eau sur les mesures agricoles du plan Eau. Actuellement, nos recettes sont moindres, mais nous avons donné pour consigne aux agences de l'eau de réduire les interventions là où les recettes font défaut, afin de ne pas pénaliser les autres usagers qui contribuent à l'effort d'augmentation des moyens d'intervention des agences de l'eau.

Concernant la trésorerie, c'est un sujet que nous ne négligeons pas. Cela dit, il est dans notre intérêt de ne pas minorer les plafonds de dépenses en raison de cette réduction de trésorerie, car ces plafonds portent sur six années et qu'ils sont modulables par des arrêtés correctifs, comme cela a été fait pour le programme précédent. Nous avons intérêt à ce que ce plafond de dépenses ne soit pas ajusté à chaque aléa, au risque de limiter les capacités d'intervention des agences.

Christian LECUSSAN, FENARIVE

Sur les recettes des agences, il faut être vigilant à la répartition des coûts. La situation actuelle n'est déjà pas acceptable, notamment pour le monde industriel.

Par ailleurs, je rejoins les propos de Régis TAISNE et de Jean LAUNAY. Si notre vote n'a pas d'impact réel, pourquoi participer ? Je pense que je ne participerai pas au vote.

Régis TAISNE, FNCCR

Effectivement, la question du financement est cruciale. A mon sens, le problème n'est pas tant la légitimité du financement de l'OFB, mais plutôt le fait qu'il soit actuellement financé presque exclusivement par l'eau. Ce qui est davantage contestable est l'absence de création de redevances prévues sur les atteintes à la biodiversité.

Claude MIQUEU, personnalité qualifiée

Je plaide pour une position unanime du CNE. Essayons de trouver un consensus, que ce soit un refus de vote unanime ou une abstention unanime. Une position commune aurait, à mon avis, plus de poids politique.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

C'était effectivement ce que je voulais demander à Christian suite à sa proposition. Il est clair que cela ne remet pas en cause les explications de fond qui nous ont été données, ni le travail effectué dans les agences pour aboutir aux votes dans les différents comités de bassin sur ces 12^{èmes} programmes d'intervention. Je comprends parfaitement que les deux directrices d'agences présentes ne puissent pas prendre part au vote en raison de leur position administrative. Pour le

reste, je pense qu'il est préférable d'opter pour une abstention massive plutôt que de ne pas participer au vote, ce qui donnerait l'impression que nous n'étions pas présents. Une position unanime aura plus d'impact. Je n'oublie pas le travail de communication et les perspectives évoquées par plusieurs d'entre vous, qu'il faudra mener en vue du CNE du 3 avril.

Christian LECUSSAN, FENARIVE

Que l'on vote pour, contre ou que l'on s'abstienne, cela ne changera rien. Je pense que cela aurait plus d'impact si nous déclarions officiellement que le CNE refuse de donner un avis sur cette procédure. Cela montrerait que nous étions présents, que nous avons débattu, mais que nous estimons que cela ne sert à rien. Cependant, si l'abstention est préférée, je m'y rallierai.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Une abstention me semble préférable, d'autant plus au moment où le CNE réclame une place plus importante dans le débat et devienne plus proactif et entendu.

Régis TAISNE, FNCCR

Il me semble que juridiquement, s'il n'y a pas de vote, l'arrêté ne peut pas être publié, ce qui bloquerait tout le processus. Nous ne souhaitons pas entraver le travail effectué dans les agences.

Nicolas GARNIER, Amorce

Mon expérience dans d'autres commissions consultatives me fait également penser que l'absence de vote peut empêcher le processus. En revanche, il me semble très important que le vote unanime soit accompagné d'une lettre au Premier ministre ou même, soyons audacieux, d'un communiqué de presse. Il faut un texte qui accompagne la décision, sinon elle ne sera pas seulement incomprise mais mal perçue, dans une période où le CNE est partiellement contesté.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Je prendrai les mesures nécessaires pour consulter les uns et les autres afin que nous soyons en mesure, lors du CNE du 3 avril, de présenter un communiqué abouti, que ce soit sous forme de lettre ou d'interpellation. Je vous remercie pour ce travail collaboratif et conjoint.

Le CNE s'abstient à l'unanimité sur l'arrêté encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 12^{ème} programme d'intervention des agences de l'eau.

VI - Présentation par France Stratégie des résultats intermédiaires de la confrontation ressource-demande

Ce point est reporté.

VII - Présentation du rapport d'inspection sur les risques liés à la présence de pesticides et de leurs métabolites dans l'eau destinée à la consommation humaine

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Nous avons évoqué ce sujet lors du précédent CNE. Il avait été convenu avec Laurent ROY de faire un point de communication spécifique sur le sujet. Il aurait certainement pris la parole lui-même au titre de l'IGEDD et, une fois de plus, nous abordons ce point de l'ordre du jour avec une pensée particulière pour lui.

Adèle VEERABADREN, IGEDD

Avant tout, je tiens à avoir une pensée profonde pour Laurent. Il aurait certainement été présent ce matin et m'avait laissé la parole pour présenter ce rapport. Une façon de lui rendre hommage est de faire vivre ce que nous avons produit et d'espérer que les recommandations soient prises en compte pour faire avancer les choses dans la bonne direction. Je le sens à mes côtés pour m'aider à porter ce projet.

Nous pouvons être optimistes car un projet de loi a été accepté par la commission environnement. C'est un sujet qui fait beaucoup parler aujourd'hui, avec notamment une avancée concernant les PFAS. Le rapport a été présenté hier à l'Assemblée nationale en débat de contrôle. Il s'agit d'un travail inter-inspection mobilisant le CGAAER (ministère de l'agriculture), l'IGAS (ministère de la santé) et l'IGEDD (ministère de l'écologie). La commande a été faite en octobre 2023 et signée par les trois ministres concernés, ce qui fait la force de ce rapport.

Frédérique SIMON-DELAVELLE, IGAS

Je tiens à partager l'émotion concernant Laurent ROY et souligner l'extrême richesse de son soutien pendant ces travaux. Je l'associe également à la présentation d'aujourd'hui. Je souhaite également remercier chaleureusement les personnes présentes pour leur contribution aux travaux.

Notre mission était extrêmement complexe par l'ampleur de son champ, s'étendant de l'approbation des molécules jusqu'à la gestion et au traitement des eaux destinées à la consommation humaine, ce qui explique la longueur du rapport. Le contexte politique était également particulier, puisque le monde agricole était en effervescence. Pendant nos travaux, un changement important est intervenu avec le déclassement du chlorothalonil, passant de pertinent à non pertinent. Néanmoins, nous avons maintenu les analyses que nous avons faites sur ce métabolite, car elles nous semblaient illustratives. À la fin de nos travaux, nous avons rendu un rapport que nous avons voulu le plus synthétique possible pour permettre sa lecture par le plus grand nombre, accompagné d'annexes extrêmement détaillées qui approfondissent les différents sujets.

Adèle VEERABADREN, IGEDD

Concernant l'état des lieux, nous observons une contamination généralisée sur l'ensemble du territoire, avec des pics notables dans certains départements sur lesquels nous avons concentré nos investigations de terrain.

Nous avons procédé à une analyse approfondie des données de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine. Pour les eaux brutes, les pesticides s'avèrent responsables du déclassement de 83 % des masses d'eau souterraines, ce qui est considérable.

Notre analyse s'est appuyée sur le bilan des eaux destinées à la consommation humaine réalisé par la direction générale de la santé (DGS) en 2022. Ce bilan identifiait cinq molécules à l'origine des non-conformités, dépassant le seuil réglementaire de 0,1 microgramme par litre : la chloridazone desphényl et méthyl desphényl, le métolachlore ESA, l'atrazine déséthyl déisopropyl et déséthyl.

Nous avons essayé d'apporter un éclairage complémentaire en se concentrant particulièrement sur trois métabolites mis en évidence par une campagne exploratoire de l'ANSES : la chloridazone desphényl et méthyl desphényl, et le chlorothalonil R471811. Nous avons confirmé une contamination généralisée pour ces trois métabolites. Des pics de contamination ont été observés dans certains départements, notamment l'Aisne, le Calvados (particulièrement la plaine de Caen), et la Charente-Maritime (plaine de l'Aunis).

Notre méthodologie, bien que moins robuste que celle de la DGS, a permis de réaliser des cartes associant diverses données pour obtenir une vue d'ensemble à l'échelle nationale. Les cartes présentent des concentrations moyennes, des valeurs maximales mesurées, le nombre de dépassements des valeurs seuils réglementaires, et un focus sur le changement de statut du chlorothalonil.

La première carte concerne le métabolite chloridazone desphényl, principalement utilisé dans les cultures de betteraves et de pommes de terre. On observe une concentration plus élevée dans le nord de la France, correspondant aux zones de production de ces cultures. La deuxième carte, relative à la chloridazone méthyl desphényl, présente une problématique similaire. La troisième carte concerne le chlorothalonil, un fongicide à usage plus large, incluant les céréales. La contamination est plus généralisée, touchant presque tous les départements, avec des concentrations plus élevées dans les mêmes secteurs que précédemment.

Les cartes suivantes illustrent la différence de gestion entre les métabolites pertinents et non pertinents. Pour le chlorothalonil R471811, désormais classé comme non pertinent, la valeur guide est fixée à 0,9 microgramme par litre, contre 0,1 précédemment. Cette modification a des implications significatives sur la gestion de la contamination dans les différents départements.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Les deux dernières cartes portent sur le chlorothalonil R471811 et les eaux distribuées en 2023-2024, mais elles ne présentent pas la même image.

Adèle VEERABADREN, IGEDD

La première carte montre la moyenne des résultats d'analyse. Les couleurs représentent les valeurs moyennes, tandis que les chiffres en noir indiquent l'analyse maximale. La seconde carte, en revanche, présente le nombre de dépassements. Il s'agit du nombre d'analyses où les valeurs sont supérieures au seuil, indiquant ainsi les situations critiques.

Frédérique SIMON-DELAVELLE, IGAS

Nous souhaitons également vous présenter les difficultés croissantes liées à la gestion des non-conformités, tant pour les services de l'État que pour les PRPDE (personnes responsables de la production et de la distribution de l'eau) . Le premier point qui ressort de nos travaux est la difficulté liée à l'instabilité d'expertise, notamment avec le changement de statut de certains métabolites (S-métolachlore et chlorothalonil R471811) qui entraîne des modifications dans les mesures administratives à mettre en place et les valeurs applicables. Pour le S-métolachlore, des arrêtés de dérogation ont dû être annulés. Dans certains cas, il devient même impossible de mettre en œuvre des règles de gestion, notamment pour les métabolites non pertinents. Le cas du chlorothalonil

R471811 illustre bien cette problématique. Alors que de nombreux départements avaient déjà du mal à respecter la valeur de 3 microgrammes par litre, son passage au statut de non pertinent, avec une limite à 0,9 microgramme par litre, a accru les difficultés.

Nous avons également mis en évidence un problème de gestion des non-conformités des eaux brutes. La réglementation ne s'avère pas très explicite en distinguant les eaux de surface et les eaux souterraines, ce qui crée une première difficulté d'interprétation. De plus, l'augmentation des concentrations en pesticides dans certaines eaux les rend impropres à la potabilisation selon les critères de santé publique. Bien que les dérogations permettent temporairement de gérer ces situations, leur limite dans le temps soulève la question de la dégradation des ressources et du risque à terme de ne plus pouvoir les utiliser pour la potabilisation.

Le traitement administratif de ces non-conformités croissantes devient également ingérable pour les services, avec une multiplication des demandes de dérogation et des dossiers complexes à constituer. Nous craignons de ne pas parvenir à revenir à la conformité dans le délai de six ans imposé par la directive européenne pour les dérogations.

L'analyse des arrêtés de dérogation que nous avons pu examiner révèle que les plans d'action proposés sont souvent très en-deçà des enjeux réels.

Enfin, nous constatons une difficulté majeure à informer les consommateurs, due à la complexité du sujet. La multiplicité des valeurs de référence (0,1 µg/L réglementaire, 0,9 µg/L pour certains métabolites non pertinents, valeurs sanitaires transitoires, valeurs maximales, et celles fixées dans les arrêtés de dérogation) rend la communication extrêmement compliquée.

Adèle VEERABADREN, IGEDD

Concernant la problématique de prévention, bien que nous soyons confrontés à des molécules déjà interdites depuis plusieurs années, rendant le curatif inévitable, nous insistons sur l'importance d'agir prioritairement sur le volet préventif à court, moyen et long terme.

Le constat actuel est que le dispositif de protection des captages et de leurs aires d'alimentation est complexe et peu efficace. Il nécessite une refonte. La feuille de route « captages » en cours d'élaboration devrait apporter des réponses. Nous préconisons de renforcer le dispositif de déclaration d'utilité publique existant et de recourir plus systématiquement à l'outil ZSCE (zone soumise à contraintes environnementales) pour accélérer la reconquête de la qualité de l'eau.

Nous proposons également d'utiliser davantage les leviers « régaliens » pour réduire les usages, comme le retrait de substances actives ou la restriction d'usages. L'étude du CEREMA, peu mentionnée dans notre rapport, pourrait aider à cibler les secteurs les plus problématiques au sein des aires d'alimentation de captage. Nous suggérons aussi d'agir sur la fiscalité de l'utilisation des produits phytosanitaires et de renforcer les contrôles.

Concernant les mesures à appliquer sur les captages, nous recommandons de travailler davantage sur le foncier pour favoriser des types de cultures adaptés, et de continuer à accompagner la conversion à l'agriculture biologique. Nous préconisons de revoir les MAEC pour éviter leur émiettement et de développer les PSE (paiements pour services environnementaux), de soutenir les filières à bas niveau d'intrants et d'investir dans des solutions alternatives aux produits phytosanitaires.

S'agissant du financement de ces mesures préventives, nous suggérons que la PAC les porte davantage, tout en maintenant l'accompagnement des agences de l'eau, notamment à travers les PSE.

En ce qui concerne les mesures curatives, notre rapport comporte une annexe détaillant précisément les différentes techniques possibles et leurs coûts. Il est important de noter qu'il n'existe pas de solution miracle applicable à tous les métabolites. Chacun a ses spécificités et l'efficacité des techniques varie. Par exemple, les techniques au charbon actif sont efficaces pour la chloridazone mais moins pour le chlorothalonil. Les autres techniques de traitement membranaire offrent de meilleures performances, notamment pour des molécules à très petites masses molaires comme le chlorothalonil et les PFAS. Cependant, leur coût est très élevé, tant sur le plan économique qu'environnemental. Le diagramme illustre l'évolution des coûts : plus la population est importante, plus on a un bassin urbain et moins l'impact sur le coût de l'eau est significatif. À l'inverse, dans les bassins ruraux avec une population desservie moindre, l'impact sur le prix de l'eau est plus important.

Maryse FOURCADE, IGAS

Concernant la réglementation européenne, la mission constate une prise en compte insuffisante des risques liés aux métabolites. Si nous observons une convergence vers l'établissement d'une concentration maximale de 0,1 microgramme par litre pour les métabolites, cela ne concerne que les métabolites pertinents, ce qui déplace le débat vers l'évaluation de la pertinence.

Tout d'abord, la réglementation ne s'applique qu'aux métabolites détectés et quantifiés. Or, les experts que nous avons rencontrés nous ont indiqué qu'il existe également un nombre important de métabolites non détectés dans l'eau potable et les eaux souterraines.

De plus, elle ne prend pas en compte les effets « cocktail » entre les différentes substances (métabolites, pesticides, etc.), ni les effets des métabolites des substances actives désormais interdites.

Par ailleurs, les autorisations du règlement 1107/2009 sont principalement accordées sur la base d'études fournies par les industriels, ce qui peut introduire un biais lié à leur intérêt à voir leurs substances autorisées.

Également, la durée des études pour les métabolites est inférieure à celle exigée pour les substances actives, ne permettant pas de mesurer véritablement les effets à long terme de ces métabolites.

Enfin, l'appréciation de la pertinence soulève des difficultés. Il existe des divergences importantes d'évaluation de la pertinence selon les méthodes utilisées, comme l'arbre de décision ANSES ou le guide SANCO. Il est donc nécessaire d'unifier la méthodologie d'évaluation de la pertinence au niveau de l'Union européenne, ce qui permettrait de gagner beaucoup de temps et d'énergie d'experts.

Frédérique SIMON-DELAVALLE, IGAS

Avant de conclure, je souhaite souligner la contribution majeure de nos deux collègues partis à la retraite, à savoir Patrick LAVARDE et Valérie GERVAIS.

Il ne faut pas sous-estimer la sensibilité politique, médiatique et sanitaire de ce sujet. Nous avons constaté que les autorités sanitaires endossent une trop grande responsabilité par rapport à leurs possibilités d'intervention sur l'ensemble de la chaîne. Nous avons également mis en lumière que des solutions existent au niveau communautaire, notamment pour l'approbation des substances actives et la pertinence.

Enfin, nous avons voulu souligner que pour avoir une action vraiment efficace sur la reconquête de la qualité de l'eau, il est nécessaire de changer radicalement les pratiques. Dès lors que les

molécules continueront d'être utilisées, nous les retrouverons inévitablement dans l'eau. C'est le destin naturel des pesticides qui se dégradent en métabolites.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Je vous remercie pour cette présentation complète. Hier, à l'Assemblée nationale, j'avais pris note du sujet des effets « cocktail » que je souhaitais évoquer aujourd'hui.

Interventions

Christian LECUSSAN, FENARIVE

Je tiens à vous remercier pour ce travail.

Vous avez raison de souligner l'importance du préventif, puisque les effets des mesures prises aujourd'hui ne seront visibles que dans 20 ans. Il est donc crucial de commencer immédiatement, mais nous devons également nous occuper du curatif. Ces deux aspects sont indissociables et doivent être menés de front pour obtenir des résultats.

S'agissant de l'effet « cocktail », il faut parvenir à identifier les molécules problématiques pour les éliminer de l'eau ou empêcher leur présence. Cette corrélation entre la mesure de l'effet « cocktail » et l'identification des sources nécessite des efforts de recherche et de compréhension supplémentaires.

Enfin, je salue votre insistance sur la nécessité d'une approche européenne harmonisée. La sensibilité aux polluants ne devrait pas être différente. Pour mettre en place des politiques européennes efficaces, il est primordial que nous parlions tous le même langage.

Florence DENIER-PASQUIER, FNE

Je vous remercie pour ces travaux conséquents. Je suis entièrement d'accord avec vous sur la nécessité d'un changement de paradigme. La politique des ZSCE et des captages prioritaires, en place depuis 20 ans, utilise une terminologie inadaptée. Nous devrions davantage mettre l'accent sur l'importance de ces zones pour notre alimentation, l'eau potable étant le premier des produits alimentaires.

La feuille de route des Assises de l'eau de 2019 avait déjà mis en avant ces priorités, notamment avec une instruction aux préfets pour relancer la politique de protection des captages et mettre en œuvre des stratégies territoriales d'application renforcée de la police de l'eau, sans oublier d'accompagner les producteurs agricoles dans cette transition, étant donné que les pesticides proviennent en majorité de la production agricole.

Votre rapport met en lumière des exemples de collectivités territoriales ayant mis en place des stratégies de filières alimentaires qui protègent la ressource tout en valorisant les productions. Ces pionniers montrent la voie depuis plus de douze ans, mais nous peinons encore à en faire la base d'une politique publique qui rémunérerait les agriculteurs pour la production d'une eau potable de qualité.

La santé publique est en jeu, comme le rappelle l'article récent du Monde sur l'augmentation des cancers chez les jeunes. Bien que la contribution de l'eau potable à cette problématique soit minime, c'est une responsabilité que nous ne pouvons ignorer. Les collectivités territoriales, chargées de fournir une eau potable, sont de plus en plus alertées des impasses techniques et politiques auxquelles elles font face.

Nous attendons depuis deux ans la relance du groupe national « captages » et une réforme plus approfondie de la réglementation nationale. L'absence de définition claire des captages sensibles est inadmissible.

Enfin, il est impératif d'organiser rapidement la sortie des pesticides dans les aires d'alimentation des captages déjà pollués et des captages prioritaires. Comment pouvons-nous prétendre à la souveraineté alimentaire si nous ne sommes pas capables de garantir la qualité de notre eau potable ?

Charlotte VASSANT, chambres d'agriculture

Vous avez omis de mentionner l'incertitude liée aux analyses effectuées par les laboratoires. Selon des rapports de l'ANSES, cette marge d'erreur peut atteindre 60 % pour les métabolites. C'est pourquoi dans l'Aisne, de nombreuses analyses ont été répétées pour obtenir des moyennes fiables.

La protection des captages est un enjeu majeur pour tous. Nous souhaitons que les agriculteurs soient reconnus comme des producteurs d'eau potable, avec la mise en place de services environnementaux. La dilution des aires d'alimentation de captage doit permettre d'identifier les zones les plus sensibles pour adapter les plans d'action. Ces zones doivent représenter des territoires d'excellence pour la production agricole, et non d'exclusion ou de recul de la production agricole comme l'a récemment affirmé le Président de la République.

L'innovation et l'accompagnement humain, via les conseillers des chambres d'agriculture, doivent être financés. Le développement de projets adaptés doit être privilégié à de nouvelles contraintes réglementaires.

Enfin, nous insistons sur la nécessité d'harmoniser les approches au niveau européen. Actuellement, une même exploitation dans l'Aisne ou en Allemagne n'est pas traitée de la même façon, selon que les métabolites sont considérés pertinents ou non.

Régis TAISNE, FNCCR

Je rejoins plusieurs points évoqués par Florence. Le changement de paradigme est nécessaire, notamment en raison de l'accumulation d'études sanitaires sur de nouveaux métabolites et molécules. Les procédures actuelles d'autorisation de mise sur le marché ne permettent pas ou n'imposent pas d'études sanitaires approfondies, ce qui nous expose à des découvertes tardives. Nous risquons de nous trouver face à des impasses à la fois technologiques et environnementales. Même si nous disposons de technologies avancées, elles présentent des inconvénients, notamment concernant le traitement des concentrats et des charbons actifs, en particulier pour les PFAS qui nécessitent des températures très élevées pour être éliminées.

Un autre défi majeur concerne les petites installations de potabilisation en milieu rural. Les études montrent que dans certains départements ruraux, le coût du traitement peut dépasser deux euros par mètre cube. Cette augmentation significative du prix de l'eau affectera tous les usagers, y compris les activités d'élevage et agricoles.

Il apparaît urgent de remettre en place le groupe national « captages », celui-ci ayant joué un rôle crucial par le passé en tant que lieu d'échange, de concertation et de partage d'expériences, permettant des discussions sereines malgré les désaccords. De même, la feuille de route sur les captages doit être présentée et débattue au CNE.

Concernant les responsabilités, je constate que la transposition de la directive eau fait peser une charge importante sur les collectivités et leurs élus, y compris une responsabilité pénale sur la

qualité de l'eau distribuée, sans un soutien adéquat de l'État contrairement à ce qui avait été discuté initialement. Les collectivités se retrouvent avec une obligation de résultat sans avoir la maîtrise réelle de la situation. Bien que le volontariat ait permis des expériences intéressantes d'accompagnement de la profession agricole et d'autres acteurs, il est temps de passer à une généralisation des mesures pour être véritablement efficace.

Nicolas GARNIER, Amorce

Je tiens d'abord à remercier pour ce travail qui fera date. Ma première suggestion serait de créer un document pédagogique basé sur cette enquête pour la rendre accessible aux médias et au grand public.

Un point crucial est la difficulté de discuter de ce sujet face à l'instabilité du cadre réglementaire, compliquant la mise en place de politiques et d'investissements conséquents. J'appelle donc à stabiliser la notion de pertinence et de non-pertinence des molécules. Il serait également important d'harmoniser les contrôles effectués par les ARS, peut-être via une circulaire précisant leur rôle.

Ce rapport conforte l'objectif de réduction d'au moins 20 % des terres sans pesticides. Je suggère de travailler avec des économistes dans le cadre de la conférence nationale sur l'eau pour quantifier l'impact financier d'une réduction ou suppression des pesticides sur la productivité agricole. Cela permettrait de mieux comprendre les besoins de compensation pour les agriculteurs et d'avoir des arguments solides pour faire évoluer la PAC et les budgets du ministère de l'Agriculture.

Nous attendons également que le groupe de travail « captages » soit remis en place.

Concernant le financement de l'approche curative, il faut garder à l'esprit qu'elle ne représente qu'un dernier recours. Si on se concentre uniquement sur le curatif, les coûts seront phénoménaux et se répercuteront probablement sur la redevance portant sur les pesticides, ce qui pourrait entraîner une augmentation considérable, peut-être jusqu'à dix fois le montant actuel.

Enfin, nous souhaiterions développer une réflexion sur les collectivités locales ayant pour stratégie de préempter des terrains agricoles pour y imposer leurs propres règles d'utilisation des pesticides.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

J'ajoute que, hier, Dan LERT s'est exprimé au titre d'Eau de Paris, en lien avec les agriculteurs.

Claude MIQUEU, personnalité qualifiée

Je remercie également les inspections pour ce rapport et souhaite formuler un vœu.

Lorsqu'il est question d'incertitudes au CNE, il serait bénéfique pour la qualité de notre dialogue et de nos avis que nous puissions les lever. Pour ce faire, nous devrions être destinataires des recherches existantes et bien identifiées. Par exemple, face au développement anormal et très élevé des cancers du pancréas, une équipe de recherche travaille sur l'hypothèse de l'influence des pesticides. Elle est constituée d'un gastro-entérologue épidémiologiste de l'hôpital de Bayonne, de l'Université de Lille et du Collège impérial de Londres.

Je pense que nous devrions être informés de ce type de recherches. Ces rapports d'inspection nous permettent d'avoir des informations fiables, provenant de professionnels sérieux qui constatent dans leurs établissements hospitaliers une réalité sociologique préoccupante.

Cécile GUENON, FNE

Concernant le coût de la dépollution, une excellente étude du Commissariat général au développement durable, datant de septembre 2011, rappelait que le coût du traitement total des pollutions d'origine agricole dans l'eau s'élèverait théoriquement de 54 à 91 milliards d'euros par an. Face à de tels chiffres, il est évident que nous pouvons investir massivement dans la prévention, y compris financièrement, avec des PSE, pour accompagner la sortie des pesticides dans l'intégralité des aires d'alimentation de captage, et renforcer l'incitation à abandonner ces molécules sur les territoires en augmentant les redevances liées à leur utilisation.

Régis TAISNE, FNCCR

Il est important de souligner qu'un soutien économique à la transition des exploitations agricoles est nécessaire, particulièrement sur les aires d'alimentation de captage. L'objectif n'est pas d'imposer des changements sans aide, mais plutôt de massifier les efforts. Actuellement, on estime que 200 à 300 millions d'euros par an sont investis par les collectivités et les agences de l'eau pour financer les aides environnementales sur les captages et les espaces naturels sensibles. Cependant, ce montant est insuffisant. Il serait crucial, dans le cadre de la PAC et de la révision du PSN, de reconnaître l'importance de cet enjeu et de mobiliser davantage de fonds pour accompagner la profession agricole.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Je considère que les captages sont une priorité. La ministre nous a confirmé le 3 octobre dernier que c'était également l'une des siennes. Par conséquent, je transmettrai le message que le groupe national captage doit être réactivé pour assurer la cohérence nécessaire. Cette discussion ne peut se mener qu'avec le ministère de l'Agriculture. L'aboutissement souhaité nécessite une interministérialité plus franche et aboutie.

Marie-Laure METAYER, adjointe à la directrice de l'eau et de la biodiversité

Je tiens à indiquer que la ministre a déclaré hier, lors de l'audition sur le débat sur la qualité de l'eau, que la feuille de route sur les captages devrait être lancée avant la fin du mois. Celle-ci doit être copilotée avec le ministère de l'Agriculture, le ministère de la Santé et les acteurs agricoles.

Je rappelle que dans la stratégie Écophyto 2030, la priorité des captages est mise en avant, mais il y a aussi le sujet de la biodiversité, notamment avec Natura 2000, selon une approche One Health.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

J'ajoute qu'un échange plus approfondi est prévu avec la ministre de l'Agriculture, à sa demande.

Adèle VEERABADREN, IGEDD

Merci de nous avoir accordé ce temps de présentation. Je partage l'idée de lancer la feuille de route sur les captages au plus vite. Dans le cadre du CORENA, auquel je participe, cette demande est également formulée. Je pense que le groupe de travail « captages » est une instance intéressante pour se concerter de façon apaisée sur ces sujets tendus, car nous n'avons pas forcément des approches similaires.

Jean LAUNAY, président du Comité national de l'eau

Merci à tous ceux qui ont suivi cette séance en visioconférence et dans la salle. La prochaine réunion se tiendra le 3 avril.

La séance est levée à 13 heures 05.